Cher-e-s collègues,
Cette semaine, un certains nombre d'entre nous ont été réquisitionné.es pour soumettre les CP et CE1 aux tests tout droit tombés des bureaux du ministère.
Les réactions des professionnel.les de l'éducation se multiplient pour dénoncer ces évaluations.
Ces évaluations sont dangereuses car elles installent un rapport « industriel » à l'acte éducatif. Standardisation des tests, externalisation des corrections et des analyses par des logiciels, récolte des résultats par l'administration : c'est l'école de Kafka pilotée par des « neuro-scientifiques ». Pas besoin de boule de cristal pour connaître la suite des « innovations » : bachotage pour les élèves, pilotage par le haut des pratiques pédagogiques via « indicateurs chiffrés », primes au résultat pour les profs les plus obéissant.e.s, classements et mise en concurrence généralisée sur fond « d'autonomie des établissements »…
l'enterrement de l'ambition d'un service public libre, intelligent, coopératif, égalitaire.
Ces évaluations sont inadaptées car elles ne s'intéressent qu'à une petite partie des savoirs utiles aux élèves (décodage sans compréhension, savoirs décontextualisés, …), parce qu'elles sont susceptibles de mettre des élèves en situation de stress et d'échec donc de les démobiliser, (de nombreux pièges ont été
remarqués dès le CP), parce que parler de « glande pinéale » et de « mélatonine » en CE1 c'est possible, mais ça ne se parachute pas dans un texte d'évaluation sans queue ni tête (décontextualisé).
Autre exemple. Pour les élèves de Seconde, les évaluations de français sont présentées sous forme de QCM, où sera évaluée la maîtrise de la langue sans faire écrire les élèves…
La seule bonne nouvelle, c'est que contrairement à ce qu'on pense là haut, les désirs de la hiérarchie ne sont pas des ordres et qu'en l'absence de texte contraignant ayant force de loi (arrêté ou décret) une lettre du ministère ou une note de service ne peut vous obliger à vous livrer (et vos élèves avec) à cette sinistre farce.
C'est pourquoi la CNT éducation, tout comme la totalité des syndicats attachés à un service public d'éducation égalitaire et émancipateur, appelle l'ensemble des équipes enseignantes à s'opposer à ce dispositif.

## [/*CNT-FTE, 16 septembre 2018*/]

[//]